

150 défenseurs de la langue bretonne mobilisés à Brest

Le Télégramme - le 01 juin 2024

<https://www.letelegramme.fr/finistere/brest-29200/150-defenseurs-de-la-langue-bretonne-mobilises-a-brest-6595100.php>

150 personnes ont soutenu, ce samedi matin à Brest, les langues régionales et leur reconnaissance au niveau constitutionnel ainsi que dans l'enseignement.



Mobilisation générale autour de la langue bretonne, dans toute la Bretagne, ce samedi 1er juin, avec 150 militants rassemblés à Brest. (Photo Le Télégramme/Stéphane Jézéquel)

Ils étaient 150 personnes rassemblées, dans le parc Alphonse-Juin, en ce samedi 1er juin 2024. Pourquoi à cet endroit ? Parce que les services de l'État n'ont pas accepté de rassemblement devant les locaux de la sous-préfecture de Brest. « Cela doit être le seul endroit en Bretagne où l'on interdit ce genre de rassemblement ». La mobilisation était portée par Diwan, Div Yezh, Diwaskell, Kelenn Omp, Kevre Breizh...

« Nous demandons une modification de la Constitution pour défendre les langues régionales », résumait Yann Uguen, le président de Diwan.



« Nous demanderons au président Macron de proposer une révision constitutionnelle afin de nous sécuriser dans nos pratiques et restaurer enfin la dignité de nos langues », a soutenu Yann Uguen. (Photo Le Télégramme/Stéphane Jézéquel)

Yann Uguen rappelait une mobilisation simultanée dans de nombreuses régions de France. Onze rassemblements en Bretagne, deux en Corse, 80 en Occitanie... Les Bretons sont loin d'être les seuls concernés.

« En mai 2021 était votée la loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion dite « Loi Molac » que le conseil constitutionnel censurait partiellement dans la foulée ».



*S'envelopper de la culture bretonne et reprendre des forces pour la pleine et entière reconnaissance.
(Photo Le Télégramme/Stéphane Jézéquel)*

Difficulté de faire accepter un prénom avec signe « diacritique », frein pour développer les langues régionales au sein des collectivités publiques, dégradation des langues régionales dans l'enseignement... Le tableau n'est pas engageant mais les militants restent plus que mobilisés.